

GROUPE LA DEPECHE DU MIDI
S.A au capital de 3.577.010 euros
Siège Social : Toulouse (31) Avenue Jean Baylet
R.C.S Toulouse B 570 804 542

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES CONSOLIDES DU « GROUPE DEPECHE »

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions prévues par le Code de commerce, nous vous présentons le Rapport de Gestion sur les comptes consolidés du Groupe Dépêche, en commençant par la situation des filiales des deux Pôles.

SITUATION ET ACTIVITE DES FILIALES

I. FILIALES POLE OUEST :

Medias de Proximité (PQD)

La Nouvelle République des Pyrénées limite la baisse de sa diffusion à -2,5%, avec une augmentation de +17,1% du nombre d'abonnés numériques. Le Petit Bleu en revanche voit sa diffusion baisser de -4% en semaine et de -1,3% le dimanche. Médias de Proximité affiche un bénéfice net de 723.000 € contre 343.000 € en 2023.

evelyne Toulouse

evelyne Toulouse, nouvelle dénomination de L'Agence Pôle Ouest, a réalisé un chiffre d'affaires de 13.476.000 € en progression de +1,5% et une perte nette de (141.000) € au lieu de (91.000) € l'exercice précédent.

L'Occitane d'Imprimerie

Le chiffre d'affaires de l'Occitane d'Imprimerie s'est élevé à 12.221.000 € pour un bénéfice net de 49.000 € au lieu de 437.000 € en 2023.

La Dépêche Interactive

Détenue à parité par les deux Pôles, La Dépêche Interactive exerce une activité de prestataire de service pour l'ensemble des sites du Groupe. Elle réalise un résultat net de 5.000 € au lieu de 4.000 € en 2023.

Pôle Rugby

Le pôle Rugby a su conserver l'élan et la dynamique créés par la Coupe du Monde pour maintenir des performances économiques remarquables : Midol Sports affiche un bénéfice net de 727.000 € au lieu de 1.028.000 € l'an dernier et Midi Olympique demeure stable avec un bénéfice net de 12.000 € contre 17.000 € en 2023.

Dépêche Hebdos

Dépêche Hebdos réalise un bénéfice net de 18.000 € au lieu de 48.000 € en 2023.

La diffusion du Villefrancois diminue de -6,2% et celle de La Gazette du Comminges de -13,5%.

Dépêche News

Dépêche News a réalisé un chiffre d'affaires de 6.054.000 € et une perte nette de (56.000) € au lieu de (130.000) € l'exercice précédent.

Dépêche Events

Dépêche Events poursuit sa progression avec un chiffre d'affaires de 3.141.000 € en hausse de +26% et un bénéfice net de 327.000 € multiplié par 2,4 par rapport à 2023.

viàOccitanie :

Comme nous l'avons déjà dit, viàOccitanie a divisé ses pertes par deux et réalise un résultat net de (400.000) €.

II. FILIALES POLE EST :

Midi Libre

Midi Libre a réalisé un chiffre d'affaires de 58.776.000 €, en baisse de -2,1 % par rapport à 2023, liée en grande partie au recul de la diffusion de -4,1% en volume la semaine. La vente au numéro affiche un repli de -6% et les abonnés print de -7,7%. Les abonnements numériques au nombre de 10.002 exemplaires représentent 15,6% de la diffusion totale.

Le chiffre d'affaires de publicité tous canaux confondus, affiche une progression de +1% par rapport à 2023.

Le site de Midi Libre a totalisé 673 millions de visiteurs sur l'année. Il se classe au 3ème rang de la PQR et 6ème des sites de presse.

Le plan Renaissance, déployé en 2023, devait permettre le retour à l'équilibre de Midi Libre en deux ans. En s'appuyant sur une transformation en profondeur des organisations, il a atteint tous ses objectifs. Il a permis à Midi Libre d'absorber la baisse de ses revenus de diffusion et d'améliorer significativement son résultat courant qui atteint 1.220.000 euros avant prise en compte des quotes-parts de résultats des SNC. Après comptabilisation de celles-ci, le résultat net de l'exercice se solde par un bénéfice de 313.000 € contre une perte de (740.000) € l'exercice précédent.

L'Indépendant du Midi

L'Indépendant a réalisé un chiffre d'affaires de 25.702.000 € en hausse de +1% par rapport à l'exercice précédent. La contraction de la diffusion a été compensée par la poursuite du développement de la publicité locale (1%) et une forte progression des revenus publicitaires numériques tirés par la hausse de 30% de l'audience du site qui se situe au 5ème rang de la presse régionale et au 8ème rang des sites de presse avec 587 millions de visiteurs sur l'année.

Hors quotes-parts de résultats des SNC evelyne et l'Imprimerie du Midi, L'Indépendant réalise un résultat courant positif de 3.344.000 €, en progressions de +360.000 € par rapport à 2023. Son bénéfice net est de 1.229.000 €, il tient compte de la dotation d'une provision de 800.000 € au titre de l'article 39 bis.

Société Aveyronnaise Centre Presse (SACEP)

Centre Presse a réalisé au cours de l'exercice 2024 un chiffre d'affaires de 7.420.000 €, et un bénéfice net de 235.000 € après dotation d'une provision de 400.000 € au titre de l'article 39 bis.

Société Méridionale de Distribution (SMD)

SMD a réalisé un chiffre d'affaires de 6.222.000 €. Face à la détérioration de ses résultats, l'exercice se soldant par une nouvelle perte nette de (446.000) €, et aux perspectives pour les années à venir, l'externalisation progressive de ses activités a été engagée début 2025.

evelyne

evelyne (Pôle Est), nouvelle dénomination de L'Agence, a réalisé un chiffre d'affaires de 16.000.000 € en progression de +1,2% par rapport à 2023. Cette société réalise une perte nette de (585.000) €.

L'Imprimerie du Midi (IDM)

En 2024, un 3ème plan en 5 ans a été déployé à l'Imprimerie du Midi, après ceux de 2019 et 2021, afin de redresser la situation économique obérée par la perte des contrats d'impression des Échos et du Monde et de la réduction des volumes d'impression liés à la baisse de la diffusion.

Un accord négocié avec les partenaires sociaux a permis la mise en œuvre de nouvelles organisations (34 départs) et d'engager la modernisation des rotatives.

Ce plan débuté en juin, prévoit une transformation en profondeur des organisations pour les adapter à la réalité de l'activité avec un chiffre d'affaires de 14,7 millions d'euros, en baisse de 0,6 million d'euros par rapport à l'exercice précédent. Il permettra un retour à l'équilibre de l'Imprimerie du Midi en 2025. Les comptes de l'exercice tiennent compte des coûts du plan et en conséquence, il se solde par une nouvelle perte nette de (2.352.000) € après (3.089.000) € l'an passé.

Société Midi Aveyron Presse (SOMAP)

Cette société, qui exploite le Journal de Millau, a réalisé en 2024 un chiffre d'affaires de 601.000 € et un bénéfice net comptable de 65.000 €.

PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 194.346.000 € contre 196.628.000 € en 2023, soit une diminution de -1,2%.

Les produits d'exploitation sont de 209.946.000 €.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 205.492.000 €, contre 208.850.000 € en 2023, soit une baisse de -1,6%.

Le montant des frais de personnel, correspondant à la somme des salaires et traitements et des charges sociales, est de 88.222.000 €, en hausse de +1,4% par rapport à l'an dernier. L'effectif salarié moyen du Groupe est de 1.215 personnes. A périmètre comparable, cela représente 42 de moins que l'année précédente.

Le résultat d'exploitation est bénéficiaire de 4.454.000 € contre 5.737.000 € l'exercice précédent.

Le résultat financier est positif de 137.000 € alors qu'il était négatif de (123.000) € l'an dernier.

Après une dotation de 1.034.000 € aux amortissements des écarts d'acquisition, le résultat courant avant impôt est bénéficiaire de 3.556.000 € au lieu de 4.580.000 € en 2023.

Le résultat exceptionnel est positif de 2.165.000 € au lieu de 1.578.000 € l'année précédente.

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'établit à 2.980.000 € contre 3.302.000 € l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2024, le total du bilan consolidé s'élevait à 111.444.000 € contre 113.492.000 € à la fin de l'exercice précédent, soit une diminution de -1,8%.

Le montant total des immobilisations nettes est de 47.484.000 € représentant 42,6% du total du bilan.

L'endettement correspondant à la somme des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit, des engagements de crédit-bail, des emprunts et dettes financières divers s'élève à 10.021.000 €, représente 9% du total du bilan contre 5,6% l'an dernier. La répartition par échéances de remboursement de cette dette financière est la suivante :

A moins d'un an :	25,4%
Entre un et cinq ans :	57,6%
A plus de cinq ans :	17%

DECLARATION CONSOLIDEE DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIERE

Conformément aux dispositions de l'article L225-102-1 du Code de commerce, notre Déclaration de Performance Extra-Financière sera jointe en annexe du rapport de gestion Groupe.

Durant l'année 2024, en parallèle de notre démarche RSE, structurée selon les 5 piliers établis en 2021, le Groupe a initié la préparation de sa mise en conformité avec la Directive européenne « CSRD » (*Corporate Sustainability Reporting Directive*), dans le cadre d'une mission mutualisée avec d'autres groupes de PQR. Il était en effet prévu une application de ces nouvelles normes dès l'exercice 2025. Or, récemment les modalités d'application de la CSRD ont été remises en question, ayant notamment pour conséquence un report probable en 2027.

Nos journalistes sont sensibilisés au traitement des sujets liés au changement climatique. Des journalistes de la rédaction de Midi Libre ont d'ailleurs bénéficié d'une session de formation « Comprendre et Couvrir le Changement climatique ».

Nous vous rappelons que le Groupe dispose de la première Fondation d'entreprise issue d'un groupe de presse quotidienne régionale.

La Fondation Groupe Dépêche relaie les valeurs humanistes, laïques et républicaines qui sont l'ADN de notre Groupe. Ses missions sont à but social et éducatif. En 2024, notre Fondation a maintenu et intensifié ses dispositifs d'aide aux étudiants, notamment grâce à ses programmes clés : Les Bourses Actives, le Concours Régional d'Éloquence et le Prix du Chef-d'œuvre.

Depuis sa création, en 2008, notre Fondation a accompagné près de 750 lauréats, dans le cadre de son programme Les Bourses Actives en faveur de l'égalité des chances. 250 étudiants chaque année sont soutenus financièrement et accompagnés, dans la réussite de leurs études et l'accomplissement de leur projet.

L'organisation du Rose Festival s'inscrit également dans une démarche écoresponsable sur les thèmes de la mobilité, de l'inclusion sociale, du handicap et du recyclage des déchets.

Comme l'an passé, la Dépêche du Midi a donné l'opportunité à des jeunes de découvrir le métier de journaliste. Trois journaux « Dépêche Rose » de quatre pages, co-écrits avec des jeunes issus des structures associatives locales, ont été imprimés sur nos rotatives puis distribués gratuitement à tous les festivaliers.

Dans le cadre de l'éducation aux médias, et notamment à l'occasion de la 35^{ème} édition, en mars 2024, de la Semaine de la Presse et des Médias dans l'Ecole, de nombreuses actions ont été menées par le Groupe : visite du journal, partage d'expériences au sein de collèges, mais aussi accueil, durant l'année, de 618 stagiaires.

Notre Groupe fait également des efforts, nécessaires à la lutte contre le réchauffement climatique, en réalisant des économies d'énergie.

A Saint-Jean-de-Védas, le remplacement de deux pompes à chaleur a permis la suppression d'une chaudière au fuel et d'obtenir par conséquent un Certificat d'Economie d'Energie.

L'important investissement visant à utiliser la chaleur générée par le fonctionnement de l'imprimerie pour chauffer les locaux du siège toulousain a été mis en exploitation en octobre 2024. Comprenant la modernisation de la climatisation, il contribue à la sobriété énergétique. En 3 mois d'exploitation, l'économie est de 254 MWh, soit

l'équivalent de 22 jours d'activité. En année pleine, nous en attendons une diminution de notre consommation électrique de -15%, représentant une économie annuelle de 507 MWh, soit la consommation de 107 foyers !

Nos salariés sont sensibilisés à la gestion responsable et au tri des déchets. C'est grâce à leur implication, dans le cadre d'un partenariat avec une entreprise à impact, que nous valorisons nos bio-déchets, issus de nos deux restaurants d'entreprise.

Parallèlement, nous encourageons la mobilité durable. La Dépêche a obtenu en février 2024 la certification Employeur Pro Vélo. Depuis le mois de mars deux VAE de service ont été mis à disposition des salariés pour leurs déplacements professionnels au siège et un à l'agence d'Albi.

Nous agissons aussi pour le bien-être et la santé de nos collaborateurs : avec le concours financier de la Mutuelle, une salle de sport a été créée dans nos locaux toulousains, équipée de machines de dernière technologie dont la gestion a été confiée à l'Association Sportive de La Dépêche.

A Midi Libre, des ateliers sportifs sont organisés 2 fois par semaine en partenariat avec une association sportive.

Le Groupe publie l'index d'égalité professionnelle femmes-hommes et respecte les principes de non-discrimination à l'embauche. En 2024 :

- l'UES du Pôle Ouest a obtenu la note globale de 86/100, contre 84/100 en 2023,
- Midi Libre de 86/100, contre 80/100 en 2023,
- L'Imprimerie du Midi de 85/100,
- L'Indépendant du Midi de 88/100,
- et evelyne réalise la meilleure performance du Groupe avec une note de 92/100, contre 78/100 en 2023.

Nous sommes conscients qu'il reste des axes d'amélioration et nous poursuivons nos efforts pour garantir une égalité salariale, un accès équitable aux évolutions de carrière et une meilleure représentation des femmes à tous les niveaux de

responsabilité.

En 2025, nous restons pleinement mobilisés pour améliorer ces résultats et garantir un environnement de travail inclusif et équitable pour toutes et tous.

Le Conseil d'Administration

A handwritten signature in blue ink, appearing to be "J. N. Zylber", is written above a horizontal line.



KPMG S.A.
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège



Kaufmann et Associés
SARL Unipersonnelle
8 avenue Bertie Albrecht
75008 Paris

Groupe La Dépêche du Midi S.A.

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

Groupe La Dépêche du Midi S.A.

Avenue Jean Baylet - 31100 Toulouse

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre

Kaufmann et Associés
SARL Unipersonnelle
8 avenue Bertie Albrecht
75008 Paris
Capital social : 8 000€
N° SIREN : 478.316.557



KPMG S.A.
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège



Kaufmann et Associés
SARL Unipersonnelle
8 avenue Bertie Albrecht
75008 Paris

Groupe La Dépêche du Midi S.A.

Avenue Jean Baylet - 31100 Toulouse

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Groupe La Dépêche du Midi S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

La note " A - PRINCIPES COMPTABLES METHODES D'EVALUATION ET MODALITES DE CONSOLIDATION - A XVII – CHIFFRE D'AFFAIRES ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION" de l'annexe expose notamment les règles et méthodes comptables relatives à la reconnaissance du chiffre d'affaires.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes consolidés et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les écarts d'acquisition, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2024 s'établit à 10.889.407 €, ont fait l'objet de tests de dépréciation selon les modalités décrites dans la note "A - PRINCIPES COMPTABLES METHODES D'EVALUATION ET MODALITES DE CONSOLIDATION - A I – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES" de l'annexe des comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et la cohérence d'ensemble des hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note " A - PRINCIPES COMPTABLES METHODES D'EVALUATION ET MODALITES DE CONSOLIDATION - A I – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES" de l'annexe des comptes consolidés donne une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du Code de commerce figure dans le rapport de gestion du groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce Code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la Direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Labège, le 21 mai 2025

KPMG S.A.



Diego Déchelotte

Associé

Paris, le 21 mai 2025

Kaufmann et Associés



Emmanuel Kaufmann

Associé

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2024

ACTIF CONSOLIDE

	Brut	Amortissements et provisions	Net 2024	Net 2023
Immobilisations incorporelles				
Ecart d'acquisition *	24 281 385	13 391 978	10 889 407	11 923 543
Frais d'établissements	151 773	19 419	132 355	
Concessions brevets et droits similaires	13 170 374	13 044 074	126 301	203 490
Droit au bail et Fonds commercial	3 579 987	509 452	3 070 536	1 394 182
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	10 912 230	9 416 225	1 496 005	1 731 080
	52 095 750	36 381 148	15 714 602	15 252 295
Immobilisations corporelles				
Terrains, agencements de terrains	1 188 790	0	1 188 790	1 183 856
Constructions	13 514 458	6 961 631	6 552 827	6 498 604
Installations techniques, matériel et outillage industriels	87 122 722	77 755 664	9 367 058	11 247 990
Autres immobilisations corporelles	16 492 452	13 601 301	2 891 151	2 724 831
	118 318 422	98 318 597	19 999 825	21 655 281
Immobilisations financières				
Titres mis en équivalence	77 189	0	77 189	69 699
Participations et créances rattachées			0	0
Autres titres immobilisés	4 348 148	1 249 802	3 098 346	1 204 443
Prêts et autres immobilisations financières	8 941 502	347 079	8 594 423	9 647 319
	13 366 840	1 596 881	11 769 958	10 921 461
ACTIF IMMOBILISE	183 781 012	136 296 626	47 484 386	47 829 037
Stocks et en-cours	2 990 186	1 046 574	1 943 611	2 369 109
Clients	24 268 317	1 195 600	23 072 717	26 333 515
Autres créances	11 503 552	0	11 503 552	14 702 966
Imposition différée	0	0	0	0
Disponibilités	24 722 841	0	24 722 841	19 888 537
ACTIF CIRCULANT	63 484 895	2 242 174	61 242 721	63 294 127
Comptes de régularisation Actif	2 716 872		2 716 872	2 369 136
TOTAL GENERAL	249 982 779	138 538 800	111 443 978	113 492 299

(*) Dont écart d'acquisition net constaté sur le groupe Midi Libre

10 847 80811 878 326

PASSIF CONSOLIDE

	2024	2023
Capital social	3 577 010	3 577 010
Primes	576 239	576 238
Réserves du groupe	14 258 142	11 021 407
Autres capitaux propres	2 254 888	3 166 527
Part du résultat revenant au groupe	3 117 169	3 291 735
CAPITAUX PROPRES DU GROUPE	23 783 448	21 632 917
Capital social et réserves revenant aux minoritaires	291 140	112 072
Part du résultat revenant aux minoritaires	(136 885)	10 369
INTERETS MINORITAIRES	154 255	122 441
Provisions pour risques et charges *	12 366 588	14 630 567
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	12 366 588	14 630 567
Emprunts**	10 021 073	6 339 500
Fournisseurs et comptes rattachés	17 423 056	17 799 779
Autres dettes	38 255 798	41 998 792
Impôts différés passif	1 561 559	1 129 910
DETTES***	67 261 487	67 267 981
Comptes de régularisation Passif ***	7 878 199	9 838 391
TOTAL GENERAL	111 443 978	113 492 299

* Dont provision pour indemnité retraite

Dont provision pour restructuration

** Dont intérêts frais bancaires, charges à payer

*** Dettes à moins d'un an

7 940 294

375 044

1 956

58 222 320

8 552 481

2 344 537

1 869

62 039 046

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	2024	2023
Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises	0	0
Production vendue - Biens	101 967 899	102 749 577
Production vendue - Services	92 377 741	93 878 433
Chiffre d'affaires net	194 345 639	196 628 010
Production immobilisée	0	0
Subventions d'exploitation	7 992 531	9 895 345
Reprises provisions sur actif circulant	523 091	476 233
Reprises provisions pour risques et charges	3 134 961	3 800 871
Transferts de charges	613 596	503 461
Autres produits d'exploitation	3 335 781	3 282 736
	209 945 599	214 586 655
	211 680 360	
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	792 340	2 646
Variation de stocks de marchandises	(7 237)	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements	9 737 822	12 531 601
Variation de stocks de matières premières et approvisionnements	350 289	340 060
Autres achats et charges externes	93 106 536	95 424 956
Impôts, taxes et versements assimilés	3 383 092	3 466 587
Salaires et traitements	64 626 821	63 601 383
Charges sociales	23 595 039	23 403 776
Participation des salariés	1 275 236	837 126
Dotations d'exploitation aux amortissements sur immobilisations	4 656 446	4 995 472
Dotations d'exploitation aux provisions sur actif circulant	523 960	366 513
Dotations aux provisions pour risques et charges	2 013 531	2 670 665
Autres charges d'exploitation	1 438 060	1 208 936
	205 491 936	208 849 722
1 - Résultat d'exploitation avant amortissements des écarts d'acquisition	4 453 663	5 736 933
Amortissements des écarts d'acquisition	1 034 136	1 034 136
2 - Résultat d'exploitation après amortissements des écarts d'acquisition	3 419 527	4 702 797
Opérations en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée	0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré	0	0
Produits financiers		
Produits financiers de participations	70 251	103 707
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	31 771	29 751
Autres intérêts et produits assimilés	675 949	543 572
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Autres produits financiers		
	777 971	677 030
Charges financières		
Intérêts et charges assimilées	227 684	154 225
Dotations aux provisions et transferts de charges	413 363	645 723
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Autres charges financières	0	0
	641 047	799 948
3 - Résultat financier	136 923	(122 918)
4 - Résultat courant avant impôts	3 556 450	4 579 879

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	2024	2023
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	464 426	1 975 262
Produits exceptionnels sur opérations en capital	359 429	13 487
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 217 604	1 572 297
Quote-part de subvention d'investissement virée au résultat	993 135	855 889
	4 034 593	4 416 935
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	875 870	1 599 284
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	327 937	441 785
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	665 909	798 352
Autres charges exceptionnelles	0	0
	1 869 716	2 839 421
5 - Résultat exceptionnel	2 164 877	1 577 514
6 - Résultat avant impôts	5 721 327	6 157 393
Impôts sur les bénéfices	2 105 860	2 630 344
Imposition différée	735 528	412 470
	2 879 939	3 114 579
7 - Résultat net des sociétés intégrées globalement	2 879 939	3 114 579
8 - Résultat net des sociétés mises en équivalence	100 342	187 524
9 - Résultat net de l'ensemble consolidé	2 980 281	3 302 103
10 - Part du résultat revenant aux minoritaires	(136 885)	10 369
11 - Part du résultat revenant au groupe	3 117 169	3 291 735
12 - Résultat net de l'ensemble consolidé par action	186	197

TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDE
ANALYSE DE LA VARIATION DE TRESORERIE

	2024	2023
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net du groupe	3 117 169	3 291 735
Part de résultat revenant aux minoritaires	(136 885) 0	10 369 0
Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie :		
Résultat net des sociétés mises en équivalence	(100 342)	(187 524)
Amortissements et provisions nettes de reprises	4 009 571	4 771 180
Plus et moins values de cession	(31 492)	428 298
Imposition différée	735 528	412 470
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	7 593 549	8 726 528
Stocks	425 498	208 608
Clients et créances d'exploitation	6 035 863	(912 599)
Fournisseurs et dettes d'exploitation	(3 307 680)	(310 149)
Autres créances et autres dettes	(3 865 980)	(572 389)
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	(712 300)	(1 586 529)
FLUX DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE (A)	6 881 249	7 139 999
OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(4 249 317)	(6 434 042)
Cessions immobilisations corporelles et incorporelles	301 129	13 486
Acquisitions d'immobilisations financières	(2 311 664)	(151 537)
Cessions d'immobilisations financières	1 096 947	1 021 042
Trésorerie nette sur variation de périmètre	0	0
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS (B)	(5 162 905)	(5 551 051)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital	167 700	0
Distributions mises en paiement au cours de l'exercice/Divers régularisations	0	0
Remboursements d'emprunts	(2 320 672)	(3 253 203)
Encaissements provenant d'emprunts	5 268 845	1 477 056
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)	3 115 873	(1 776 147)
VARIATION DE LA TRESORERIE (A+B+C)	4 834 217	(187 200)
MONTANTS DU BILAN		
Trésorerie nette à l'ouverture	19 886 668	20 073 868
Trésorerie nette à la clôture	24 720 885	19 886 668
VARIATION DE LA TRESORERIE	4 834 217	(187 200)

A - PRINCIPES COMPTABLES METHODES D'EVALUATION ET MODALITES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du groupe La Dépêche du Midi S.A. sont établis suivant le règlement ANC 2020-01 du 9 octobre 2020 homologué par arrêté du 29 décembre 2020 publié au Journal Officiel du 31 décembre 2020.

L'établissement des comptes consolidés nécessite de la part de la Direction de l'entreprise d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Ces estimations ou hypothèses peuvent être révisées d'exercice en exercice si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou à la suite de nouvelles informations.

Les comptes des sociétés contrôlées de façon exclusive par la société Groupe Dépêche du Midi sont consolidés par intégration globale. Les comptes des sociétés sur lesquelles la société Groupe Dépêche du Midi exerce une influence notable sont consolidés par mise en équivalence.

En raison de l'absence d'un contrôle réel, certaines participations ne sont pas consolidées, cf B II-Liste des sociétés non consolidées.

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés intégrées, ainsi que les éventuels résultats internes non réalisés, compris dans l'actif immobilisé et dans les stocks des sociétés consolidées, sont éliminés.

Lors de la prise de contrôle d'une nouvelle société, les actifs et passifs identifiables de la société acquise sont inscrits au bilan consolidé à leur juste valeur pour des montants ré-estimés à cette date.

L'écart résiduel entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part des capitaux propres ré-estimés est inscrit à l'actif sous la rubrique « Ecart d'acquisition ».

L'écart d'acquisition est rapporté au compte de résultat sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de chaque acquisition. La durée maximale d'amortissement est de 20 ans.

Le périmètre 2024 est élargi de la création de la SAS 1861, détenue à 66,66%, en intégration globale.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

- La société « Imprimerie du Midi » avait inscrit, dans ses comptes 2021 en charge d'exploitation, des provisions liées à la mise en place d'un plan de sauvegarde de l'emploi. Au 31/12/2024, nous avons repris pour la totalité ces provisions dans les comptes. Avait été inscrite dans ses comptes 2023, en charge d'exploitation, une provision liée à la mise en place d'un nouveau plan de sauvegarde de l'emploi pour un montant de 1 928K€. Ce plan a pour objectif une réduction des coûts de production afin d'adapter la structure à un marché en forte décroissance. Au 31/12/2024, nous avons repris une partie de ces provisions dans les comptes et doté des charges à payer et produits à recevoir dans le cadre de ce plan de sauvegarde de l'emploi pour les salariés encore concernés.

- Au 31/12/2024, reste comptabilisé dans la société « Midi Libre » un solde de charges à payer dans le cadre du plan de départs initié en 2022.

- Pour compenser la hausse des tarifs postaux, les sociétés éditrices du Groupe ont bénéficié en 2024 d'une aide à l'exemplaire pour les titres de presse postés d'un montant de 3 524K€.

- La SAS 1861 a été immatriculée le 07/02/2024. Son activité, l'exploitation du restaurant Le Bibent à Toulouse, a été reprise auprès du Tribunal de Commerce de Montauban pour 2400K€ et a fait l'objet d'un financement par emprunts. Le capital social est de 500 000€. Le capital est constitué de 5 000 actions de 100 € chacune. Il est détenu à 66.66 % par la SA « Groupe Dépêche du Midi » et à 33.34% de la SARL HOLDING TF.

- Dans le cadre de sa politique de diversification d'activités de revenus, « Groupe Dépêche du Midi » a acquis des titres de la SAS DC Company à hauteur de 3% pour un montant de 2 000K€, financés par emprunt.

- Les SNC « L'Agence » et « L'Agence Pôle Ouest » ont changé de nom et s'appelle désormais SNC « Evelyne » et SNC « Evelyne Toulouse ».

- L'investissement industriel initié en 2022 par la société « Midi Libre » a été totalement mis en service courant 2024. Il reste à percevoir une subvention de 177K€.

- Au vu des résultats et de la situation nette de certaines sociétés au 31/12/2024, des provisions sur titres non consolidés ont été passées pour un montant total de 413K€ ainsi que des provisions nettes sur comptes courants pour un montant total de 49 K€.

EVENEMENTS POST-CLOTURE

Dans le cadre de sa politique de diversification, « Groupe Dépêche du Midi » a fait l'acquisition de la société « Fadas Events », propriétaire notamment de la marque « Les Déferlantes ».

A I – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou leur coût de production.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est calculé sur leur durée d'utilité selon la méthode linéaire entre 3 et 7 ans.

En application du règlement ANC 2015-06 du 23/11/2015, une durée de 10 ans a été retenue au sein du groupe pour l'amortissement des fonds commerciaux inscrits à l'actif du bilan.

Les écarts d'acquisition dont le sous-jacent est un titre de presse sont amortis sur 20 ans.

A II – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou leur coût de production.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé sur leur durée d'utilité selon la méthode linéaire:

- Constructions : amortissement selon les durées réelles de vie de chacun des biens (entre 40 ans et 50 ans pour le gros œuvre, entre 15 et 25 ans pour les autres composants)
- Agencements des terrains et des constructions : entre 10 ans et 25 ans
- Installations techniques, matériel et outillage industriels : entre 5 et 20 ans
- Centre d'impression : entre 7 et 20 ans
- Autres immobilisations corporelles : entre 3 et 10 ans.

A III - CREDITS-BAUX

Les immobilisations incorporelles et corporelles acquises par un crédit-bail figurent à l'actif du bilan consolidé pour leur valeur d'acquisition. Les amortissements pratiqués sont conformes aux méthodes et taux précités, entre 3 et 5 ans pour les logiciels et matériels informatiques et entre 10 et 30 ans pour les constructions, et l'incidence fiscale de ce retraitement est prise en compte.

La dette inscrite en correspondance au passif du bilan consolidé est mentionnée dans l'échéancier des créances et des dettes.

A IV – PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES IMMOBILISES

Ces titres correspondent à des participations inférieures à 20 % ou sur lesquelles le groupe n'exerce pas d'influence notable. Ils figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à celui-ci, une provision pour dépréciation des titres est constituée.

La valeur d'inventaire est déterminée sur la base des capitaux propres et des perspectives de rentabilité de chacune des sociétés concernées eu égard aux particularités du secteur de la presse.

A V - PRETS ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les prêts concernent :

- le crédit vendeur de 2 335 K€ au 31/12/2024, accordé à la SCI Immoctane, lors de la cession des actifs immobilisés
- les versements effectués dans le cadre des obligations de l'effort construction
- la convention d'avance financière rémunérée de 2 862 K€ au 31/12/2024 (1 431 K€ pour « Groupe Dépêche du Midi » et 1 431 K€ pour « Midi Libre »), conclue sur l'exercice 2021 avec la « SCI Immoctane ». Cette avance est amortissable sur 10 ans.

Les autres immobilisations financières représentent des dépôts et cautionnements versés.

A VI – STOCKS DE MATIERES PREMIERES ET FOURNITURES

La valeur brute des matières premières, des approvisionnements et des fournitures de petits matériels comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Des provisions pour dépréciation des stocks sont constituées en fonction de leur obsolescence.

Suite à la centralisation des achats de papier chez Gramméo (SPPP), le stock papier est désormais consigné chez le fournisseur.

A VII– CREANCES

Les créances sont inscrites à leur valeur nominale.

Les créances douteuses ou litigieuses sont provisionnées sur la base des difficultés de recouvrement de chacune des créances concernées.

Les taux de dépréciation sont compris entre 30% et 100%.

A VIII – AUTRES CREANCES

Sont enregistrés sous cette rubrique

- les subventions à recevoir
- les produits à recevoir
- les créances fiscales et sociales
- les débiteurs divers.

Les produits à recevoir sont constatés suivant les dispositions prévues au règlement ANC 2014-03.

A IX – TRESORERIE & VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées au coût d'achat ou de souscription hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée.

Des conventions de trésorerie centralisée sont signées entre toutes les sociétés du groupe et la société « Groupe Dépêche du Midi », afin d'optimiser la gestion de trésorerie.

A X – CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Elles correspondent aux opérations enregistrées en comptabilité mais pour lesquelles les prestations ne sont pas encore effectuées.

A XI – INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE

Les indemnités font l'objet d'une provision dans les comptes consolidés.

Elles sont calculées sur la base des droits acquis par le personnel à la clôture de l'exercice augmentés des charges sociales, après réexamen au 31/12/2024 des hypothèses de mortalité, de turn-over (4% à 0,5% selon la classe d'âge -17,20% à 4,83% pour les agences de communication - 30% à 1% pour la restauration), de revalorisation (2% à 0,5% selon la classe d'âge) et application d'un taux d'actualisation de 3,4%.

A XII – PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions sont établies conformément à la réglementation ANC 2014-03 sur les passifs. Elles sont calculées selon la meilleure estimation à la date de l'arrêté des comptes.

Elles concernent principalement :

- les litiges et les affaires contentieuses (dans le cadre d'un litige avec un fournisseur, le « Groupe Dépêche du Midi » a doté une provision de 821K€.)
- la provision pour indemnités de retraite
- la provision pour plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) et plan de départs.

Suite à l'avancement de travaux de gros entretiens, la société « Groupe Dépêche Du Midi » a repris 259K€ au 31/12/2024.

A XIII – PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Les produits constatés d'avance sont retraités par l'inscription en compte de régularisation passif.

Les autres produits constatés d'avance correspondent à des opérations enregistrées en comptabilité mais pour lesquelles la société n'a pas encore réalisé les prestations correspondantes. Ils représentent essentiellement les abonnements restants à servir.

A XIV – PROVISIONS REGLEMENTEES

Les amortissements dérogatoires pratiqués dans les comptes sociaux, et notamment ceux correspondant à l'article 39 bis du Code Général des Impôts en faveur des entreprises de presse, sont éliminés. Seul l'amortissement économique est constaté dans les comptes consolidés.

A XV – SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

Les subventions d'investissements sont comptabilisées en capitaux propres pour leur valeur nette d'impôt différé.

Au 31/12/2024, l'impôt différé passif relatif aux subventions d'investissements est de 752 K€.

A XVI – LES IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société.

Ils sont déterminés sur la base des différences temporaires significatives entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales.

A XVII – CHIFFRE D'AFFAIRES ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Le chiffre d'affaires est constaté à la livraison des journaux en prenant en considération les invendus, ou à la date de réalisation de la prestation de service.

Les subventions d'exploitation reçues s'élèvent à 7 993 K€. Elles sont principalement liées à l'Aide au portage et à des aides visant à compenser des hausses tarifaires (Poste, énergie...) .

A XVIII – CHARGES D'EXPLOITATION – DISTINCTION ENTRE LE RESULTAT EXCEPTIONNEL ET LE RESULTAT COURANT

Les achats sont constatés sur la base des livraisons de matières premières ou de la réalisation des prestations de service.

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles le groupe est engagé dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'il assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte d'événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

A XIV – INTEGRATION FISCALE

Le groupe est intégré fiscalement au niveau de l'impôt sur les sociétés.

La convention fiscale prévoit la prise en charge de l'impôt sur les sociétés par chacune des filiales comme en l'absence d'intégration.

La Société Occitane de Communication intègre dans son périmètre :

- SA Groupe La Dépêche du Midi
- SAS Dépêche Events
- SAS Midi Olympique
- EURL Proservices
- SAS Dépêche Hebdo
- SAS Medias de Proximité
- SAS Dépêche News
- SAS L'Occitane d'Imprimerie
- SAS Midol Sports
- SA Société du Journal Midi Libre
- SA L'Indépendant du Midi
- SAS Société Aveyronnaise Centre Presse
- SNC Imprimerie du Midi
- SARL Société Méridionale de Distribution
- SNC Société Midi Aveyron Presse
- SAS viaOccitanie

A XX – RESULTAT PAR ACTION

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé part du groupe se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère en circulation au cours de l'exercice.

Aucun instrument dilutif n'ayant été mis en place, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

B - INFORMATIONS SUR LE BILAN CONSOLIDE AU 31-12-2024

B I - PERIMETRE

Désignation	31 décembre 2024			31 décembre 2023		
	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
SA Groupe La Dépêche du Midi Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9						
SAS Dépêche News Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
EURL Proservices Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SAS Dépêche Events Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SAS L'Occitane d'Imprimerie Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SAS Midol Sports Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SAS Dépêche Hebdo 35 rue de la République - 12200 Villefranche de Rouergue	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SNC Evelynne Toulouse Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SNC La Dépêche Interactive Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	99,21%	IG	100,00%	99,21%	IG
SNC Société Midi Aveyron Presse - SOMAP Rue du Mas de Grille - 34430 Saint Jean de Vedas Cedex	100,00%	99,20%	IG	100,00%	99,20%	IG
SAS Société Aveyronnaise Centre Presse - SACEP 8 Avenue Victor Hugo - 12000 Rodez	100,00%	99,22%	IG	100,00%	99,22%	IG
SNC Evelynne Rue du Mas de Grille - 34430 Saint Jean de Vedas Cedex	100,00%	98,83%	IG	100,00%	98,83%	IG
SNC Imprimerie du Midi - IDM Rue du Mas de Grille - 34430 Saint Jean de Vedas Cedex	100,00%	98,78%	IG	100,00%	98,78%	IG
SARL Société Méridionale de Distribution - SMD Rue du Mas de Grille - 34430 Saint Jean de Vedas Cedex	99,80%	99,01%	IG	99,83%	99,04%	IG
SAS Médias de Proximité Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SA L 'Indépendant du Midi 2 Boulevard des Pyrénées - 66000 Perpignan	98,42%	97,65%	IG	98,42%	97,65%	IG
SAS Midi Olympique Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	97,50%	97,50%	IG	97,50%	97,50%	IG
SA Société du journal Midi Libre Rue du Mas de Grille - 34430 Saint Jean de Vedas Cedex	99,21%	99,21%	IG	99,21%	99,21%	IG
SAS viàOccitanie Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SNC viàToulouse Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SNC viàPerpignan Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SAS viàMontpellier Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SAS viàNîmes Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SARL Régie Network Languedoc Roussillon 753 Avenue de la Pomoignane - 34170 Castelnau-Le-Lez	50,00%	49,60%	MEE	50,00%	49,60%	MEE
SAS Rose* (organisation du "Rose Festival") 28 rue Dupont - 31500 Toulouse	33,33%	33,33%	MEE	33,33%	33,33%	MEE
SAS 1861 "Bibent" 5 Place du Capitole - 31000 Toulouse	66,66%	66,66%	IG			

* Direction partagée

IG : intégration globale
MEE : Mise en équivalence

B II - LISTE DES SOCIETES NON CONSOLIDEES

	% Détenion	Valeur Nette comptable
SA DES GAZETTES ASSOCIEES	33,84%	211 272
COM QUOTIDIENS	18,44%	91 317
SAS GAMA	20,00%	20 000
SASP STADE TOULOUSAIN	0,39%	57 117
SAS SCHOOLMOUV	4,14%	99 960
SA DIGIVISION	8,60%	39 897
MY SAM CAB	13,10%	132 725
CFPP	6,85%	6 148
366 SAS REGIE PUBLICITAIRE	9,20%	22 780
TV SUD LR	9,97%	0
PUBLI MEDIA	50,00%	82 916
MONTPELLIER MEDIA	50,00%	161 357
PRESSE DU GARD	50,00%	94 895
PACIFIC FM	50,00%	45 636
SAS SELFCITY INC.	2,14%	74 300
GIE DIVERTO	10,26%	27 891
DC COMPANY	3,00%	2 000 000
BLEEN - GET EDEN	1,11%	60 020

En application du paragraphe 101 du règlement ANC 2020-01, ces sociétés n'ont pas été consolidées soit

- en raison de l'absence de contrôle réel par le groupe sur ces sociétés eu égard à la répartition de leur actionariat,
- du fait de leur importance négligeable dans le périmètre

B III - ACTIF IMMOBILISE

	Montant au début de l'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Autres Variations	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles					
Ecart d'acquisition	24 281 385				24 281 385
Frais d'établissement		151 773			151 773
Concessions, brevets et droits similaires	13 224 308		53 932		13 170 374
Droit au bail et Fonds commercial	1 779 984	1 800 000			3 579 987
Logiciels, autres immobilisations incorporelles	11 145 132	579 516	806 342	(6 076)	10 912 230
	50 430 813	2 531 289	860 274	(6 076)	52 095 750
Immobilisations corporelles	0				0
Terrains, agencements de terrains	1 183 855	16 992	12 059		1 188 790
Constructions	12 928 848	515 153	113 729	184 187	13 514 458
Installations techniques, matériel et outillage	86 093 295	728 091	80 921	366 965	87 107 430
Autres immobilisations corporelles	15 671 452	807 653	395 856	7 456	16 090 704
Immobilisations corporelles en cours	631 272	344 376		(558 608)	417 040
	116 508 722	2 412 265	602 565	0	118 318 422
Immobilisations financières	0				0
Titres mis en équivalence	69 699			7 490	77 189
Autres titres immobilisés	2 295 968	2 071 545	19 365		4 348 148
Prêts et autres immobilisations financières	9 739 311	240 119	1 037 928		8 941 502
	12 104 980	2 311 664	1 057 293	7 490	13 366 840
TOTAL	179 044 515	7 255 218	2 520 132	1 414	183 781 012

Dont Immobilisations en crédit bail

Logiciels, autres immobilisations incorporelles	6 591 149	560 197	802 262		6 349 084
Terrains, agencements de terrains	930 000				930 000
Constructions	6 487 884				6 487 884
Matériels informatiques et outillages industriels	3 986 684	169 895	16 261		4 140 318
Autres immobilisations corporelles	60 866				60 866

B IV - AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS DE L'ACTIF IMMOBILISE

	Montant au début de l'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise/Sortie de l'exercice	Autres Variations	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles					
Ecart d'acquisition	12 357 838	1 034 140			13 391 978
Frais d'établissement		19 419			19 419
Concessions, brevets et droits similaires	13 020 818	77 189	53 932		13 044 074
Droit au bail et Fonds commercial	385 807	123 645			509 452
Logiciels, autres immobilisations incorporelles	9 414 053	557 689	555 515		9 416 225
	35 178 518	1 812 082	609 447	0	36 381 148
Immobilisations corporelles					
Constructions	6 430 245	613 105	81 716		6 961 631
Installations techniques, matériel et outillage	74 860 597	2 963 012	67 944		77 755 664
Autres immobilisations corporelles	13 562 598	433 142	394 441		13 601 301
	94 853 441	4 009 259	544 101	0	98 318 597
Immobilisations financières					
Autres titres immobilisés	849 802	400 000			1 249 802
Prêts et autres immobilisations financières	333 717	13 363			347 079
	1 183 519	413 363	0	0	1 596 881
TOTAL	131 215 478	6 234 704	1 153 548	0	136 296 626

Dont Immobilisations en crédit bail

Logiciels, autres immobilisations incorporelles	5 161 794	490 246	554 487		5 097 553
Constructions	3 443 379	225 760			3 669 139
Matériels informatiques et outillages industriels	3 359 287	353 248	16 261		3 696 274

B V - ECARTS D'ACQUISITION

Valeurs brutes	Montant au début de l'exercice	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Ecarts d'acquisition				
Médias de Proximité	2 668 471	0	0	2 668 471
Dépêche Interactive	24 210	0	0	24 210
Occitane d' Imprimerie	124 461	0	0	124 461
Dépêche Events	1 051 345	0	0	1 051 345
Dépêche Hebdos	13 423	0	0	13 423
Groupe Midi Libre	20 327 124	0	0	20 327 124
SACEP	72 351	0	0	72 351
TOTAL	24 281 385	0	0	24 281 385
Amortissements	Montant au début de l'exercice	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Ecarts d'acquisition				
Médias de Proximité	2 668 471	0		2 668 471
Dépêche Interactive	24 210	0		24 210
Occitane d' Imprimerie	124 461	0		124 461
Dépêche Events	1 051 345	0		1 051 345
Dépêche Hebdos	13 423	0		13 423
Groupe Midi Libre	8 448 798	1 030 518		9 479 316
SACEP	27 135	3 618		30 753
TOTAL	12 357 842	1 034 136	0	13 391 978

La valeur des écarts d'acquisition est testée dès qu'un indice de perte de valeur est identifié. Le test consiste à comparer la valeur nette comptable des écarts d'acquisition avec leur valeur recouvrable. Lorsque la valeur nette comptable est supérieure à la valeur recouvrable de l'écart d'acquisition, un amortissement exceptionnel est comptabilisé pour la différence.

B VI - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges	1 842 130	1 812 456	1 081 889	2 572 697
Provisions pour indemnités de retraite	8 552 479	113 748	725 933	7 940 294
Provisions pour gros entretien	0			0
Provisions pour restructuration *	2 344 537	335 044	2 304 537	375 044
Provision sur Titres Mis En Equivalence	95 605		38 852	56 753
Autres provisions pour risques et charges	1 795 816	280 703	654 719	1 421 800
TOTAL	14 630 567	2 541 951	4 805 930	12 366 588

* La provision pour restructuration concerne les plans en cours sur Imprimerie Du Midi et Midi Libre.

B VII - COMPTES DE REGULARISATION

Eléments du bilan	Montant à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice précédent
Charges d'exploitation constatées d'avance	2 716 872	2 369 136
Total comptes de régularisation actif	2 716 872	2 369 136
Abonnements restant à servir	7 482 335	9 511 944
Autres produits d'exploitation constatés d'avance	395 864	326 647
Total comptes de régularisation passif	7 878 199	9 838 591

B VIII - TABLEAU DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

Créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
Créances rattachées à des participations	8 508	8 508		
Prêts et autres immobilisations financières sauf titres immobilisés	8 941 502	1 102 650	7 838 852	
Clients et comptes rattachés	24 268 317	23 887 116	381 201	
Créances fiscales et sociales	8 863 103	8 863 103	0	
Autres créances	2 640 449	2 640 449	0	
Créance Impôt différé				
Comptes de régularisation actif	2 716 872	2 716 872		
	47 438 751	39 218 698	8 220 053	
Dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Concours bancaires (intérêts frais bancaires)	1 956	1 956		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 449 341	1 872 939	4 891 853	1 684 549
Emprunts et dettes financières divers*	1 569 776	668 570	879 980	21 225
Fournisseurs et comptes rattachés	17 423 056	17 423 056		
Dettes fiscales et sociales	34 483 475	34 483 475		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 870 714	1 870 714		
Autres dettes y compris avances et acomptes	1 901 610	1 901 610		
	65 699 928	58 222 320	5 771 833	1 705 774

* dont crédits-baux 1 420 815 659 183 761 632 0

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit concernent des emprunts moyen terme amortissables et rémunérés sur la base de taux d'intérêt fixes.

Emprunts souscrits en cours d'exercice 5 998 937 €
dont 730 092€ concernant les crédits-baux

Remboursements d'emprunt en cours d'exercice 2 320 672 €
dont 853 637 € concernant les crédits-baux

B IX- ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS BILAN

Engagements donnés	Montant	Engagements reçus	Montant
Intérêts sur emprunts restant à payer	555 079	Cautions Plantes-formes	39 000
Fondation Dépêche du Midi	2 167 500	Cautions Société Occitane de Communication sur différé de paiement SCI Immoctane	2 335 000
Nantissement de placement DAT	3 000 000	(1 372 705 € : Midi Libre, 962 295 € : GDM)	
Nantissement Fonds de commerce	1 800 000	Cautions simple SOC sur prêt Immoctane	2 861 888
Fondation TFC	3 000	(1 430 944 € : Midi Libre, 1 430 944 € : GDM)	
TOTAL	7 522 579	TOTAL	5 235 888

B X - EMPRUNTS GARANTIS PAR DES SURETES REELLES

	Montant initial	Date de souscription et d'échéance	Capital restant dû	Nature de la garantie	Nature du taux
BPI France	4 000 000	2015 - 2026	750 000		(f)
BPI France	1 000 000	2015 - 2027	234 375		(f)
Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées	3 000 000	2022 - 2027	1 753 545		(f)
Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées	2 000 000	2024 - 2031	1 916 554	Nantissement	(f)
Crédit Agricole Languedoc	1 000 000	2022 - 2027	565 781		(f)
Crédit Agricole Languedoc	750 000	2024 - 2036	714 750	Hypothèque	(f)
Crédit Agricole TLSE 31	750 000	2024 - 2031	750 000	Nantissement	(f)
Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées	1 750 000	2024 - 2031	1 750 000	Nantissement	(f)
TOTAL	14 250 000		8 435 005		

(f) A taux fixe

Un emprunt de 2 000 K€ a été contracté auprès du CANMP dans le cadre d'une prise de participation dans la société DC Company.

Cet emprunt est garanti par un nantissement sur placements.

La société "1861" a contracté deux emprunts pour un global de 2 500 K€.

B XI- FISCALITE DIFFEREE

Nous n'avons pas constaté d'impôt net différé à l'actif du groupe sous la rubrique "Imposition différée".

Les impôts différés passifs sont présentés en autres dettes et

s'élèvent à 1 561 559€. Ils se répartissent par nature de la manière suivante :

- Décalages temporaires	3 545 550 €
- Décalages sur provisions retraitées en consolidation	(1 983 991) €

C - INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

C I - VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	Exercice		Exercice précédent	
	Montant	%	Montant	%
Ventes de journaux et suppléments	99 088 647	50,99%	102 737 371	52,25%
Ventes de marchandises	15 187	0,01%	12 206	0,01%
Publicité, audiovisuel, services divers, GAFA	91 347 772	47,00%	92 246 357	46,91%
Travaux d'impression, labeur et gratuits	1 015 204	0,52%	1 632 077	0,83%
Activités annexes (1861)	2 878 831	1,48%		
	194 345 639	100,00%	196 628 010	100,00%

Le chiffre d'affaires est réalisé principalement en France

C II - RESULTAT EXCEPTIONNEL

Eléments	Charges	Produits
Sur opérations de gestion		
- Régularisations pour congés payés à prendre (CET)	200 070	223 613
- Litiges	10 740	135 172
- Indemnités et intérêts	8 236	13 941
- Accords GAFA		
- Divers	656 824	91 701
	875 870	464 426
Sur opérations en capital		
- VNC sur cessions immobilisations incorporelles et corporelles	309 290	
- VNC sur cessions immobilisations financières	18 647	
- Produits cessions immobilisations incorporelles et corporelles		301 129
- Produits cessions immobilisations financières		58 300
	327 937	359 429
Sur dotations (ou reprises) aux amortissements, provisions, transferts de charges		
- Provisions pour amortissements exceptionnels	130 753	
- Provisions pour restructuration	0	
- Provisions pour litiges	310 000	699 000
- Provisions pour indemnités de retraite	57 376	590 134
- Provisions pour autres charges (dont gros entretien)	167 780	928 469
	665 909	2 217 604
Autres charges ou produits exceptionnels		
- Quote-part de subventions d'investissements rapportée au résultat	0	993 135
- Divers		
	0	993 135
TOTAL	1 869 716	4 034 593

C III - PREUVE D'IMPÔT

Eléments	Exercice	Exercice précédent
Résultat consolidé avant amortissement des écarts d'acquisition et avant impôt	6 755 463	7 191 529
Taux d'IS	25,00%	25,00%
Impôt théorique	1 688 866	1 797 882
Impact sur l'impôt des opérations suivantes		
- Charges non taxables		
- Produits non taxables		
- Décalages permanents		
- Déficits antérieurs non activés utilisés		
- Déficits période non activés		
- Activation déficits antérieurs		
- Crédit d'impôt et carry back		
- CICE		
- Variation taux IS		
	1 152 521	1 244 932
Impôt comptabilisé	2 841 387	3 042 814

D - AUTRES INFORMATIONS

D I - COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	Nombre	Valeur nominale
Nombre d'actions au début de l'exercice	16 715	214 €
Nombre d'actions émises pendant l'exercice		
Nombre d'actions en fin d'exercice	16 715	214 €

D II - EFFECTIF MOYEN DES SALAIRES EMPLOYES PENDANT L'EXERCICE

Catégories	Exercice	dont sous groupe Midi Libre	Exercice précédent	dont sous groupe Midi Libre
Cadres administratifs	264	131	265	132
Cadres techniques	30	12	38	18
Agents techniques de maîtrise	119	59	113	56
Journalistes	431	217	444	229
Employés	209	81	185	89
Ouvriers	162	91	177	104
TOTAL	1 215	590	1 222	628

Dont effectif "1861" 2024 : 35

D III - IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE - ELEMENTS LES LIANT

SAS Société Occitane de Communication - Avenue Jean Baylet - 31100 Toulouse.
Pourcentage détenu au 31/12/2024 : **96,24%**
Les principales opérations avec cette société concernent le versement de redevances d'un montant de 2 255 000 €.

D IV - HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant total des honoraires pour chaque Commissaire aux comptes figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à :
353 529 € - pour la certification des comptes consolidés
40 236 € - au titre des autres services

TABLEAU DE VARIATION

DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

	Capital social	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Capitaux propres à la fin de l'exercice	Intérêts minoritaires
Capitaux propres au 31/12/2022	3 577 010	15 015 465	387 659	18 980 135	108 548
Affectation du résultat 2022		387 659	-387 659	0	
Résultat de l'exercice 2023			3 291 735	3 291 735	10 369
Distribution de dividendes		-103 500		-103 500	
Variation de capital				0	
Variations de périmètre		-7 004		-7 004	3 524
Divers variations*		-528 448		-528 448	
Capitaux propres au 31/12/2023	3 577 010	14 764 171	3 291 735	21 632 917	122 441
Affectation du résultat 2023		3 291 735	-3 291 735	0	
Résultat de l'exercice 2024			3 117 169	3 117 169	-136 885
Distribution de dividendes		-54 000		-54 000	
Variation de capital				0	171 632
Variations de périmètre		-1 000		-1 000	-2 929
Divers variations *		-911 638		-911 638	-2
Capitaux propres au 31/12/2024	3 577 010	17 089 268	3 117 169	23 783 448	154 257

* Reclassement des subventions d'investissements en capitaux propres à la suite de la première application du reglement ANC 2020-01.

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2024

ACTIF CONSOLIDE

	Brut	Amortissements et provisions	Net 2024	Net 2023
Immobilisations incorporelles				
Ecart d'acquisition *	24 281 385	13 391 978	10 889 407	11 923 543
Frais d'établissements	151 773	19 419	132 355	
Concessions brevets et droits similaires	13 170 374	13 044 074	126 301	203 490
Droit au bail et Fonds commercial	3 579 987	509 452	3 070 536	1 394 182
Logiciels et autres imm. incorporelles	10 912 230	9 416 225	1 496 005	1 731 080
	52 095 750	36 381 148	15 714 602	15 252 295
Immobilisations corporelles				
Terrains, agencements de terrains	1 188 790	0	1 188 790	1 183 856
Constructions	13 514 458	6 961 631	6 552 827	6 498 604
Installations techniques, matériel et outillage industriels	87 122 722	77 755 664	9 367 058	11 247 990
Autres immobilisations corporelles	16 492 452	13 601 301	2 891 151	2 724 831
	118 318 422	98 318 597	19 999 825	21 655 281
Immobilisations financières				
Titres mis en équivalence	77 189	0	77 189	69 699
Participations et créances rattachées			0	0
Autres titres immobilisés	4 348 148	1 249 802	3 098 346	1 204 443
Prêts et autres immobilisations financières	8 941 502	347 079	8 594 423	9 647 319
	13 366 840	1 596 881	11 769 958	10 921 461
ACTIF IMMOBILISE	183 781 012	136 296 626	47 484 386	47 829 037
Stocks et en cours	2 990 186	1 046 574	1 943 611	2 369 109
Clients	24 268 317	1 195 600	23 072 717	26 333 515
Autres créances	11 503 552	0	11 503 552	14 702 966
Imposition différée	0	0	0	0
Disponibilités	24 722 841	0	24 722 841	19 888 537
ACTIF CIRCULANT	63 484 895	2 242 174	61 242 721	63 294 127
Comptes de régularisation Actif	2 716 872		2 716 872	2 369 136
TOTAL GENERAL	249 982 779	138 538 800	111 443 978	113 492 299

(*) Dont écart d'acquisition net constaté sur le groupe Midi Libre

10 847 808

11 878 326

CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL

Fait le 08/07/2025

11 1766

PASSIF CONSOLIDE

	2024	2023
Capital social	3 577 010	3 577 010
Primes	576 238	576 238
Réserves du groupe	14 258 142	11 021 407
Autres capitaux propres	2 254 888	3 166 527
Part du résultat revenant au groupe	3 117 169	3 291 735
CAPITAUX PROPRES DU GROUPE	23 783 448	21 632 917
Capital social et réserves revenant aux minoritaires	291 140	112 072
Part du résultat revenant aux minoritaires	(136 885)	10 369
INTERETS MINORITAIRES	154 255	122 441
Provisions pour risques et charges *	12 366 588	14 630 567
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	12 366 588	14 630 567
Emprunts**	10 021 073	6 339 500
Fournisseurs et comptes rattachés	17 423 056	17 799 779
Autres dettes	38 255 798	41 998 792
Impôts différés passif	1 561 559	1 129 910
DETTES***	67 261 487	67 267 981
Comptes de régularisation Passif ***	7 878 199	9 838 391
TOTAL GENERAL	111 443 978	113 492 299
* Dont provision pour indemnité retraite	7 940 296	8 552 481
Dont provision pour restructuration	375 044	2 344 537
** Dont intérêts frais bancaires, charges à payer	1 956	1 869
*** Dettes à moins d'un an	58 222 320	62 039 046

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	2024	2023
Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises	0	0
Production vendue - Biens	101 967 899	102 749 577
Production vendue - Services	92 377 741	93 878 433
Chiffre d'affaires net	194 345 639	196 628 010
Production immobilisée	0	0
Subventions d'exploitation	7 992 531	9 895 345
Reprises provisions sur actif circulant	523 091	476 233
Reprises provisions pour risques et charges	3 134 961	3 800 871
Transferts de charges	613 596	503 461
Autres produits d'exploitation	3 335 781	3 282 736
	209 945 599	214 586 655
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	792 340	2 646
Variation de stocks de marchandises	(7 237)	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements	9 737 822	12 531 601
Variation de stocks de matières premières et approvisionnements	350 289	340 060
Autres achats et charges externes	93 106 536	95 424 956
Impôts, taxes et versements assimilés	3 383 092	3 466 587
Salaires et traitements	64 626 821	63 601 383
Charges sociales	23 595 039	23 403 776
Participation des salariés	1 275 236	837 126
Dotations d'exploitation aux amortissements sur immobilisations	4 656 446	4 995 472
Dotations d'exploitation aux provisions sur actif circulant	523 960	366 513
Dotations aux provisions pour risques et charges	2 013 531	2 670 665
Autres charges d'exploitation	1 438 060	1 208 936
	205 491 937	208 849 722
1 - Résultat d'exploitation avant amortissements des écarts d'acquisition	4 453 663	5 736 933
Amortissements des écarts d'acquisition	1 034 136	1 034 136
2 - Résultat d'exploitation après amortissements des écarts d'acquisition	3 419 527	4 702 797
Opérations en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée	0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré	0	0
Produits financiers		
Produits financiers de participations	70 251	103 707
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	31 771	29 751
Autres intérêts et produits assimilés	675 949	543 572
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Autres produits financiers		
	777 971	677 030
Charges financières		
Intérêts et charges assimilées	227 684	154 225
Dotations aux provisions et transferts de charges	413 363	645 723
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Autres charges financières	0	0
	641 047	799 948
3 - Résultat financier	136 923	(122 918)
4 - Résultat courant avant impôts	3 556 450	4 579 879

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	2024	2023
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	464 426	1 975 262
Produits exceptionnels sur opérations en capital	359 429	13 487
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 217 604	1 572 297
Autres produits exceptionnels	993 135	855 889
	4 034 593	4 416 935
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	875 870	1 599 284
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	327 937	441 785
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	665 909	798 352
Autres charges exceptionnelles	0	0
	1 869 716	2 839 421
5 - Résultat exceptionnel	2 164 877	1 577 514
6 - Résultat avant impôts	5 721 327	6 157 393
Impôts sur les bénéfices	2 105 860	2 630 344
Imposition différée	735 528	412 470
7 - Résultat net des sociétés intégrées globalement	2 879 939	3 114 579
8 - Résultat net des sociétés mises en équivalence	100 342	187 524
9 - Résultat net de l'ensemble consolidé	2 980 281	3 302 103
10 - Part du résultat revenant aux minoritaires	(136 885)	10 369
11 - Part du résultat revenant au groupe	3 117 169	3 291 735
12 - Résultat net de l'ensemble consolidé par action	186	197

TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDE
ANALYSE DE LA VARIATION DE TRESORERIE

	2024	2023
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net du groupe	3 117 169	3 291 735
Part de résultat revenant aux minoritaires	(136 885) 0	10 369 0
Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie :		
Résultat net des sociétés mises en équivalence	(100 342)	(187 524)
Amortissements et provisions nettes de reprises	4 009 571	4 771 180
Plus et moins values de cession	(31 492)	428 298
Imposition différée	735 528	412 470
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	7 593 549	8 726 528
Stocks	425 498	208 608
Clients et créances d'exploitation	6 035 863	(912 599)
Fournisseurs et dettes d'exploitation	(3 307 680)	(310 149)
Autres créances et autres dettes	(3 865 980)	(572 389)
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	(712 300)	(1 586 529)
FLUX DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE (A)	6 881 249	7 139 999
OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(4 249 317)	(6 434 042)
Cessions immobilisations corporelles et incorporelles	301 129	13 486
Acquisitions d'immobilisations financières	(2 311 664)	(151 537)
Cessions d'immobilisations financières	1 096 947	1 021 042
Trésorerie nette sur variation de périmètre	0	0
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS (B)	(5 162 905)	(5 551 051)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital	167 700	0
Distributions mises en paiement au cours de l'exercice/Divers régularisations	0	0
Remboursements d'emprunts	(2 320 672)	(3 253 203)
Encaissements provenant d'emprunts	5 268 845	1 477 056
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)	3 115 873	(1 776 147)
VARIATION DE LA TRESORERIE (A+B+C)	4 834 217	(187 200)
MONTANTS DU BILAN		
Trésorerie nette à l'ouverture	19 886 668	20 073 868
Trésorerie nette à la clôture	24 720 885	19 886 668
VARIATION DE LA TRESORERIE	4 834 217	(187 200)

A - PRINCIPES COMPTABLES METHODES D'EVALUATION ET MODALITES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du groupe La Dépêche du Midi S.A. sont établis suivant le règlement ANC 2020-01 du 9 octobre 2020 homologué par arrêté du 29 décembre 2020 publié au Journal Officiel du 31 décembre 2020.

L'établissement des comptes consolidés nécessite de la part de la Direction de l'entreprise d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Ces estimations ou hypothèses peuvent être révisées d'exercice en exercice si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou à la suite de nouvelles informations.

Les comptes des sociétés contrôlées de façon exclusive par la société Groupe Dépêche du Midi sont consolidés par intégration globale. Les comptes des sociétés sur lesquelles la société Groupe Dépêche du Midi exerce une influence notable sont consolidés par mise en équivalence.

En raison de l'absence d'un contrôle réel, certaines participations ne sont pas consolidées, cf B II-Liste des sociétés non consolidées.

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés intégrées, ainsi que les éventuels résultats internes non réalisés, compris dans l'actif immobilisé et dans les stocks des sociétés consolidées, sont éliminés.

Lors de la prise de contrôle d'une nouvelle société, les actifs et passifs identifiables de la société acquise sont inscrits au bilan consolidé à leur juste valeur pour des montants ré-estimés à cette date.

L'écart résiduel entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part des capitaux propres ré-estimés est inscrit à l'actif sous la rubrique « Ecart d'acquisition ».

L'écart d'acquisition est rapporté au compte de résultat sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de chaque acquisition. La durée maximale d'amortissement est de 20 ans.

Le périmètre 2024 est élargi de la création de la SAS 1861, détenue à 66,66%, en intégration globale.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

- La société « Imprimerie du Midi » avait inscrit, dans ses comptes 2021 en charge d'exploitation, des provisions liées à la mise en place d'un plan de sauvegarde de l'emploi. Au 31/12/2024, nous avons repris pour la totalité ces provisions dans les comptes. Avait été inscrite dans ses comptes 2023, en charge d'exploitation, une provision liée à la mise en place d'un nouveau plan de sauvegarde de l'emploi pour un montant de 1 928K€. Ce plan a pour objectif une réduction des coûts de production afin d'adapter la structure à un marché en forte décroissance. Au 31/12/2024, nous avons repris une partie de ces provisions dans les comptes et doté des charges à payer et produits à recevoir dans le cadre de ce plan de sauvegarde de l'emploi pour les salariés encore concernés.

- Au 31/12/2024, reste comptabilisé dans la société « Midi Libre » un solde de charges à payer dans le cadre du plan de départs initié en 2022.

- Pour compenser la hausse des tarifs postaux, les sociétés éditrices du Groupe ont bénéficié en 2024 d'une aide à l'exemplaire pour les titres de presse postés d'un montant de 3 524K€.

- La SAS 1861 a été immatriculée le 07/02/2024. Son activité, l'exploitation du restaurant Le Bibent à Toulouse, a été reprise auprès du Tribunal de Commerce de Montauban pour 2400K€ et a fait l'objet d'un financement par emprunts. Le capital social est de 500 000€. Le capital est constitué de 5 000 actions de 100 € chacune. Il est détenu à 66.66 % par la SA « Groupe Dépêche du Midi » et à 33.34% de la SARL HOLDING TF.

- Dans le cadre de sa politique de diversification d'activités de revenus, « Groupe Dépêche du Midi » a acquis des titres de la SAS DC Company à hauteur de 3% pour un montant de 2 000K€, financés par emprunt.

- Les SNC « L'Agence » et « L'Agence Pôle Ouest » ont changé de nom et s'appelle désormais SNC « Evelyne » et SNC « Evelyne Toulouse ».

- L'investissement industriel initié en 2022 par la société « Midi Libre » a été totalement mis en service courant 2024. Il reste à percevoir une subvention de 177K€.

- Au vu des résultats et de la situation nette de certaines sociétés au 31/12/2024, des provisions sur titres non consolidés ont été passées pour un montant total de 413K€ ainsi que des provisions nettes sur comptes courants pour un montant total de 49 K€.

EVENEMENTS POST-CLOTURE

Dans le cadre de sa politique de diversification, « Groupe Dépêche du Midi » a fait l'acquisition de la société « Fadas Events », propriétaire notamment de la marque « Les Déferlantes ».

A I – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou leur coût de production.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est calculé sur leur durée d'utilité selon la méthode linéaire entre 3 et 7 ans.

En application du règlement ANC 2015-06 du 23/11/2015, une durée de 10 ans a été retenue au sein du groupe pour l'amortissement des fonds commerciaux inscrits à l'actif du bilan.

Les écarts d'acquisition dont le sous-jacent est un titre de presse sont amortis sur 20 ans.

A II – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou leur coût de production.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé sur leur durée d'utilité selon la méthode linéaire:

- Constructions : amortissement selon les durées réelles de vie de chacun des biens (entre 40 ans et 50 ans pour le gros œuvre, entre 15 et 25 ans pour les autres composants)
- Agencements des terrains et des constructions : entre 10 ans et 25 ans
- Installations techniques, matériel et outillage industriels : entre 5 et 20 ans
- Centre d'impression : entre 7 et 20 ans
- Autres immobilisations corporelles : entre 3 et 10 ans.

A III - CREDITS-BAUX

Les immobilisations incorporelles et corporelles acquises par un crédit-bail figurent à l'actif du bilan consolidé pour leur valeur d'acquisition. Les amortissements pratiqués sont conformes aux méthodes et taux précités, entre 3 et 5 ans pour les logiciels et matériels informatiques et entre 10 et 30 ans pour les constructions, et l'incidence fiscale de ce retraitement est prise en compte.

La dette inscrite en correspondance au passif du bilan consolidé est mentionnée dans l'échéancier des créances et des dettes.

A IV – PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES IMMOBILISES

Ces titres correspondent à des participations inférieures à 20 % ou sur lesquelles le groupe n'exerce pas d'influence notable. Ils figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à celui-ci, une provision pour dépréciation des titres est constituée.

La valeur d'inventaire est déterminée sur la base des capitaux propres et des perspectives de rentabilité de chacune des sociétés concernées eu égard aux particularités du secteur de la presse.

A V - PRETS ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les prêts concernent :

- le crédit vendeur de 2 335 K€ au 31/12/2024, accordé à la SCI Immoctane, lors de la cession des actifs immobilisés
- les versements effectués dans le cadre des obligations de l'effort construction
- la convention d'avance financière rémunérée de 2 862 K€ au 31/12/2024 (1 431 K€ pour « Groupe Dépêche du Midi » et 1 431 K€ pour « Midi Libre »), conclue sur l'exercice 2021 avec la « SCI Immoctane ». Cette avance est amortissable sur 10 ans.

Les autres immobilisations financières représentent des dépôts et cautionnements versés.

A VI – STOCKS DE MATIERES PREMIERES ET FOURNITURES

La valeur brute des matières premières, des approvisionnements et des fournitures de petits matériels comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Des provisions pour dépréciation des stocks sont constituées en fonction de leur obsolescence.

Suite à la centralisation des achats de papier chez Gramméo (SPPP), le stock papier est désormais consigné chez le fournisseur.

A VII– CREANCES

Les créances sont inscrites à leur valeur nominale.

Les créances douteuses ou litigieuses sont provisionnées sur la base des difficultés de recouvrement de chacune des créances concernées.
Les taux de dépréciation sont compris entre 30% et 100%.

A VIII – AUTRES CREANCES

Sont enregistrés sous cette rubrique

- les subventions à recevoir
- les produits à recevoir
- les créances fiscales et sociales
- les débiteurs divers.

Les produits à recevoir sont constatés suivant les dispositions prévues au règlement ANC 2014-03.

A IX – TRESORERIE & VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées au coût d'achat ou de souscription hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée.

Des conventions de trésorerie centralisée sont signées entre toutes les sociétés du groupe et la société « Groupe Dépêche du Midi », afin d'optimiser la gestion de trésorerie.

A X – CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Elles correspondent aux opérations enregistrées en comptabilité mais pour lesquelles les prestations ne sont pas encore effectuées.

A XI – INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE

Les indemnités font l'objet d'une provision dans les comptes consolidés.

Elles sont calculées sur la base des droits acquis par le personnel à la clôture de l'exercice augmentés des charges sociales, après réexamen au 31/12/2024 des hypothèses de mortalité, de turn-over (4% à 0,5% selon la classe d'âge -17,20% à 4,83% pour les agences de communication - 30% à 1% pour la restauration), de revalorisation (2% à 0,5% selon la classe d'âge) et application d'un taux d'actualisation de 3,4%.

A XII – PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions sont établies conformément à la réglementation ANC 2014-03 sur les passifs. Elles sont calculées selon la meilleure estimation à la date de l'arrêté des comptes.

Elles concernent principalement :

- les litiges et les affaires contentieuses (dans le cadre d'un litige avec un fournisseur, le « Groupe Dépêche du Midi » a doté une provision de 821K€.)
- la provision pour indemnités de retraite
- la provision pour plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) et plan de départs.

Suite à l'avancement de travaux de gros entretiens, la société « Groupe Dépêche Du Midi » a repris 259K€ au 31/12/2024.

A XIII – PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Les produits constatés d'avance sont retraités par l'inscription en compte de régularisation passif.

Les autres produits constatés d'avance correspondent à des opérations enregistrées en comptabilité mais pour lesquelles la société n'a pas encore réalisé les prestations correspondantes. Ils représentent essentiellement les abonnements restants à servir.

A XIV – PROVISIONS REGLEMENTEES

Les amortissements dérogatoires pratiqués dans les comptes sociaux, et notamment ceux correspondant à l'article 39 bis du Code Général des Impôts en faveur des entreprises de presse, sont éliminés. Seul l'amortissement économique est constaté dans les comptes consolidés.

A XV – SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

Les subventions d'investissements sont comptabilisées en capitaux propres pour leur valeur nette d'impôt différé.

Au 31/12/2024, l'impôt différé passif relatif aux subventions d'investissements est de 752 K€.

A XVI – LES IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société.

Ils sont déterminés sur la base des différences temporaires significatives entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales.

A XVII – CHIFFRE D'AFFAIRES ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Le chiffre d'affaires est constaté à la livraison des journaux en prenant en considération les invendus, ou à la date de réalisation de la prestation de service.

Les subventions d'exploitation reçues s'élèvent à 7 993 K€. Elles sont principalement liées à l'Aide au portage et à des aides visant à compenser des hausses tarifaires (Poste, énergie...) .

A XVIII – CHARGES D'EXPLOITATION – DISTINCTION ENTRE LE RESULTAT EXCEPTIONNEL ET LE RESULTAT COURANT

Les achats sont constatés sur la base des livraisons de matières premières ou de la réalisation des prestations de service.

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles le groupe est engagé dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'il assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte d'événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

A XIV – INTEGRATION FISCALE

Le groupe est intégré fiscalement au niveau de l'impôt sur les sociétés.

La convention fiscale prévoit la prise en charge de l'impôt sur les sociétés par chacune des filiales comme en l'absence d'intégration.

La Société Occitane de Communication intègre dans son périmètre :

- SA Groupe La Dépêche du Midi
- SAS Dépêche Events
- SAS Midi Olympique
- EURL Proservices
- SAS Dépêche Hebdo
- SAS Medias de Proximité
- SAS Dépêche News
- SAS L'Occitane d'Imprimerie
- SAS Midol Sports
- SA Société du Journal Midi Libre
- SA L'Indépendant du Midi
- SAS Société Aveyronnaise Centre Presse
- SNC Imprimerie du Midi
- SARL Société Méridionale de Distribution
- SNC Société Midi Aveyron Presse
- SAS viaOccitanie

A XX – RESULTAT PAR ACTION

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé part du groupe se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère en circulation au cours de l'exercice.

Aucun instrument dilutif n'ayant été mis en place, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

B - INFORMATIONS SUR LE BILAN CONSOLIDE AU 31-12-2024

B I - PERIMETRE

Désignation	31 décembre 2024			31 décembre 2023		
	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
SA Groupe La Dépêche du Midi Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9						
SAS Dépêche News Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
EURL Proservices Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SAS Dépêche Events Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SAS L'Occitane d'Imprimerie Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SAS Midol Sports Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SAS Dépêche Hebdo 35 rue de la République - 12200 Villefranche de Rouergue	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SNC Evelynne Toulouse Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SNC La Dépêche Interactive Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	99,21%	IG	100,00%	99,21%	IG
SNC Société Midi Aveyron Presse - SOMAP Rue du Mas de Grille - 34430 Saint Jean de Vedas Cedex	100,00%	99,20%	IG	100,00%	99,20%	IG
SAS Société Aveyronnaise Centre Presse - SACEP 8 Avenue Victor Hugo - 12000 Rodez	100,00%	99,22%	IG	100,00%	99,22%	IG
SNC Evelynne Rue du Mas de Grille - 34430 Saint Jean de Vedas Cedex	100,00%	98,83%	IG	100,00%	98,83%	IG
SNC Imprimerie du Midi - IDM Rue du Mas de Grille - 34430 Saint Jean de Vedas Cedex	100,00%	98,78%	IG	100,00%	98,78%	IG
SARL Société Méridionale de Distribution - SMD Rue du Mas de Grille - 34430 Saint Jean de Vedas Cedex	99,80%	99,01%	IG	99,83%	99,04%	IG
SAS Médias de Proximité Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SA L 'Indépendant du Midi 2 Boulevard des Pyrénées - 66000 Perpignan	98,42%	97,65%	IG	98,42%	97,65%	IG
SAS Midi Olympique Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	97,50%	97,50%	IG	97,50%	97,50%	IG
SA Société du journal Midi Libre Rue du Mas de Grille - 34430 Saint Jean de Vedas Cedex	99,21%	99,21%	IG	99,21%	99,21%	IG
SAS viàOccitanie Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SNC viàToulouse Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SNC viàPerpignan Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SAS viàMontpellier Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SAS viàNîmes Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SARL Régie Network Languedoc Roussillon 753 Avenue de la Pomoignane - 34170 Castelnau-Le-Lez	50,00%	49,60%	MEE	50,00%	49,60%	MEE
SAS Rose* (organisation du "Rose Festival") 28 rue Dupont - 31500 Toulouse	33,33%	33,33%	MEE	33,33%	33,33%	MEE
SAS 1861 "Bibent" 5 Place du Capitole - 31000 Toulouse	66,66%	66,66%	IG			

* Direction partagée

IG : intégration globale
MEE : Mise en équivalence

B II - LISTE DES SOCIETES NON CONSOLIDEES

	% Détenion	Valeur Nette comptable
SA DES GAZETTES ASSOCIEES	33,84%	211 272
COM QUOTIDIENS	18,44%	91 317
SAS GAMA	20,00%	20 000
SASP STADE TOULOUSAIN	0,39%	57 117
SAS SCHOOLMOUV	4,14%	99 960
SA DIGIVISION	8,60%	39 897
MY SAM CAB	13,10%	132 725
CFPP	6,85%	6 148
366 SAS REGIE PUBLICITAIRE	9,20%	22 780
TV SUD LR	9,97%	0
PUBLI MEDIA	50,00%	82 916
MONTPELLIER MEDIA	50,00%	161 357
PRESSE DU GARD	50,00%	94 895
PACIFIC FM	50,00%	45 636
SAS SELFCITY INC.	2,14%	74 300
GIE DIVERTO	10,26%	27 891
DC COMPANY	3,00%	2 000 000
BLEEN - GET EDEN	1,11%	60 020

En application du paragraphe 101 du règlement ANC 2020-01, ces sociétés n'ont pas été consolidées soit

- en raison de l'absence de contrôle réel par le groupe sur ces sociétés eu égard à la répartition de leur actionariat,
- du fait de leur importance négligeable dans le périmètre

B III - ACTIF IMMOBILISE

	Montant au début de l'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Autres Variations	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles					
Ecart d'acquisition	24 281 385				24 281 385
Frais d'établissement		151 773			151 773
Concessions, brevets et droits similaires	13 224 308		53 932		13 170 374
Droit au bail et Fonds commercial	1 779 984	1 800 000			3 579 987
Logiciels, autres immobilisations incorporelles	11 145 132	579 516	806 342	(6 076)	10 912 230
	50 430 813	2 531 289	860 274	(6 076)	52 095 750
Immobilisations corporelles	0				0
Terrains, agencements de terrains	1 183 855	16 992	12 059		1 188 790
Constructions	12 928 848	515 153	113 729	184 187	13 514 458
Installations techniques, matériel et outillage	86 093 295	728 091	80 921	366 965	87 107 430
Autres immobilisations corporelles	15 671 452	807 653	395 856	7 456	16 090 704
Immobilisations corporelles en cours	631 272	344 376		(558 608)	417 040
	116 508 722	2 412 265	602 565	0	118 318 422
Immobilisations financières	0				0
Titres mis en équivalence	69 699			7 490	77 189
Autres titres immobilisés	2 295 968	2 071 545	19 365		4 348 148
Prêts et autres immobilisations financières	9 739 311	240 119	1 037 928		8 941 502
	12 104 980	2 311 664	1 057 293	7 490	13 366 840
TOTAL	179 044 515	7 255 218	2 520 132	1 414	183 781 012

Dont Immobilisations en crédit bail

Logiciels, autres immobilisations incorporelles	6 591 149	560 197	802 262		6 349 084
Terrains, agencements de terrains	930 000				930 000
Constructions	6 487 884				6 487 884
Matériels informatiques et outillages industriels	3 986 684	169 895	16 261		4 140 318
Autres immobilisations corporelles	60 866				60 866

B IV - AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS DE L'ACTIF IMMOBILISE

	Montant au début de l'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise/Sortie de l'exercice	Autres Variations	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles					
Ecart d'acquisition	12 357 838	1 034 140			13 391 978
Frais d'établissement		19 419			19 419
Concessions, brevets et droits similaires	13 020 818	77 189	53 932		13 044 074
Droit au bail et Fonds commercial	385 807	123 645			509 452
Logiciels, autres immobilisations incorporelles	9 414 053	557 689	555 515		9 416 225
	35 178 518	1 812 082	609 447	0	36 381 148
Immobilisations corporelles					
Constructions	6 430 245	613 105	81 716		6 961 631
Installations techniques, matériel et outillage	74 860 597	2 963 012	67 944		77 755 664
Autres immobilisations corporelles	13 562 598	433 142	394 441		13 601 301
	94 853 441	4 009 259	544 101	0	98 318 597
Immobilisations financières					
Autres titres immobilisés	849 802	400 000			1 249 802
Prêts et autres immobilisations financières	333 717	13 363			347 079
	1 183 519	413 363	0	0	1 596 881
TOTAL	131 215 478	6 234 704	1 153 548	0	136 296 626

Dont Immobilisations en crédit bail

Logiciels, autres immobilisations incorporelles	5 161 794	490 246	554 487		5 097 553
Constructions	3 443 379	225 760			3 669 139
Matériels informatiques et outillages industriels	3 359 287	353 248	16 261		3 696 274

B V - ECARTS D'ACQUISITION

Valeurs brutes	Montant au début de l'exercice	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Ecarts d'acquisition				
Médias de Proximité	2 668 471	0	0	2 668 471
Dépêche Interactive	24 210	0	0	24 210
Occitane d' Imprimerie	124 461	0	0	124 461
Dépêche Events	1 051 345	0	0	1 051 345
Dépêche Hebdos	13 423	0	0	13 423
Groupe Midi Libre	20 327 124	0	0	20 327 124
SACEP	72 351	0	0	72 351
TOTAL	24 281 385	0	0	24 281 385
Amortissements	Montant au début de l'exercice	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Ecarts d'acquisition				
Médias de Proximité	2 668 471	0		2 668 471
Dépêche Interactive	24 210	0		24 210
Occitane d' Imprimerie	124 461	0		124 461
Dépêche Events	1 051 345	0		1 051 345
Dépêche Hebdos	13 423	0		13 423
Groupe Midi Libre	8 448 798	1 030 518		9 479 316
SACEP	27 135	3 618		30 753
TOTAL	12 357 842	1 034 136	0	13 391 978

La valeur des écarts d'acquisition est testée dès qu'un indice de perte de valeur est identifié. Le test consiste à comparer la valeur nette comptable des écarts d'acquisition avec leur valeur recouvrable. Lorsque la valeur nette comptable est supérieure à la valeur recouvrable de l'écart d'acquisition, un amortissement exceptionnel est comptabilisé pour la différence.

B VI - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges	1 842 130	1 812 456	1 081 889	2 572 697
Provisions pour indemnités de retraite	8 552 479	113 748	725 933	7 940 294
Provisions pour gros entretien	0			0
Provisions pour restructuration *	2 344 537	335 044	2 304 537	375 044
Provision sur Titres Mis En Equivalence	95 605		38 852	56 753
Autres provisions pour risques et charges	1 795 816	280 703	654 719	1 421 800
TOTAL	14 630 567	2 541 951	4 805 930	12 366 588

* La provision pour restructuration concerne les plans en cours sur Imprimerie Du Midi et Midi Libre.

B VII - COMPTES DE REGULARISATION

Eléments du bilan	Montant à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice précédent
Charges d'exploitation constatées d'avance	2 716 872	2 369 136
Total comptes de régularisation actif	2 716 872	2 369 136
Abonnements restant à servir	7 482 335	9 511 944
Autres produits d'exploitation constatés d'avance	395 864	326 647
Total comptes de régularisation passif	7 878 199	9 838 591

B VIII - TABLEAU DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

Créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
Créances rattachées à des participations	8 508	8 508		
Prêts et autres immobilisations financières sauf titres immobilisés	8 941 502	1 102 650	7 838 852	
Clients et comptes rattachés	24 268 317	23 887 116	381 201	
Créances fiscales et sociales	8 863 103	8 863 103	0	
Autres créances	2 640 449	2 640 449	0	
Créance Impôt différé				
Comptes de régularisation actif	2 716 872	2 716 872		
	47 438 751	39 218 698	8 220 053	
Dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Concours bancaires (intérêts frais bancaires)	1 956	1 956		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 449 341	1 872 939	4 891 853	1 684 549
Emprunts et dettes financières divers*	1 569 776	668 570	879 980	21 225
Fournisseurs et comptes rattachés	17 423 056	17 423 056		
Dettes fiscales et sociales	34 483 475	34 483 475		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 870 714	1 870 714		
Autres dettes y compris avances et acomptes	1 901 610	1 901 610		
	65 699 928	58 222 320	5 771 833	1 705 774

* dont crédits-baux 1 420 815 659 183 761 632 0

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit concernent des emprunts moyen terme amortissables et rémunérés sur la base de taux d'intérêt fixes.

Emprunts souscrits en cours d'exercice 5 998 937 €
dont 730 092€ concernant les crédits-baux

Remboursements d'emprunt en cours d'exercice 2 320 672 €
dont 853 637 € concernant les crédits-baux

B IX - ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS BILAN

Engagements donnés	Montant	Engagements reçus	Montant
Intérêts sur emprunts restant à payer	555 079	Cautions Plantes-formes	39 000
Fondation Dépêche du Midi	2 167 500	Cautions Société Occitane de Communication sur différé de paiement SCI Immoctane	2 335 000
Nantissement de placement DAT	3 000 000	(1 372 705 € : Midi Libre, 962 295 € : GDM)	
Nantissement Fonds de commerce	1 800 000	Cautions simple SOC sur prêt Immoctane	2 861 888
Fondation TFC	3 000	(1 430 944 € : Midi Libre, 1 430 944 € : GDM)	
TOTAL	7 522 579	TOTAL	5 235 888

B X - EMPRUNTS GARANTIS PAR DES SURETES REELLES

	Montant initial	Date de souscription et d'échéance	Capital restant dû	Nature de la garantie	Nature du taux
BPI France	4 000 000	2015 - 2026	750 000		(f)
BPI France	1 000 000	2015 - 2027	234 375		(f)
Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées	3 000 000	2022 - 2027	1 753 545		(f)
Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées	2 000 000	2024 - 2031	1 916 554	Nantissement	(f)
Crédit Agricole Languedoc	1 000 000	2022 - 2027	565 781		(f)
Crédit Agricole Languedoc	750 000	2024 - 2036	714 750	Hypothèque	(f)
Crédit Agricole TLSE 31	750 000	2024 - 2031	750 000	Nantissement	(f)
Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées	1 750 000	2024 - 2031	1 750 000	Nantissement	(f)
TOTAL	14 250 000		8 435 005		

(f) A taux fixe

Un emprunt de 2 000 K€ a été contracté auprès du CANMP dans le cadre d'une prise de participation dans la société DC Company.

Cet emprunt est garanti par un nantissement sur placements.

La société "1861" a contracté deux emprunts pour un global de 2 500 K€.

B XI - FISCALITE DIFFEREE

Nous n'avons pas constaté d'impôt net différé à l'actif du groupe sous la rubrique "Imposition différée".

Les impôts différés passifs sont présentés en autres dettes et

s'élèvent à 1 561 559€. Ils se répartissent par nature de la manière suivante :

- Décalages temporaires	3 545 550 €
- Décalages sur provisions retraitées en consolidation	(1 983 991) €

C - INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

C I - VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	Exercice		Exercice précédent	
	Montant	%	Montant	%
Ventes de journaux et suppléments	99 088 647	50,99%	102 737 371	52,25%
Ventes de marchandises	15 187	0,01%	12 206	0,01%
Publicité, audiovisuel, services divers, GAFA	91 347 772	47,00%	92 246 357	46,91%
Travaux d'impression, labeur et gratuits	1 015 204	0,52%	1 632 077	0,83%
Activités annexes (1861)	2 878 831	1,48%		
	194 345 639	100,00%	196 628 010	100,00%

Le chiffre d'affaires est réalisé principalement en France

C II - RESULTAT EXCEPTIONNEL

Eléments	Charges	Produits
Sur opérations de gestion		
- Régularisations pour congés payés à prendre (CET)	200 070	223 613
- Litiges	10 740	135 172
- Indemnités et intérêts	8 236	13 941
- Accords GAFA		
- Divers	656 824	91 701
	875 870	464 426
Sur opérations en capital		
- VNC sur cessions immobilisations incorporelles et corporelles	309 290	
- VNC sur cessions immobilisations financières	18 647	
- Produits cessions immobilisations incorporelles et corporelles		301 129
- Produits cessions immobilisations financières		58 300
	327 937	359 429
Sur dotations (ou reprises) aux amortissements, provisions, transferts de charges		
- Provisions pour amortissements exceptionnels	130 753	
- Provisions pour restructuration	0	
- Provisions pour litiges	310 000	699 000
- Provisions pour indemnités de retraite	57 376	590 134
- Provisions pour autres charges (dont gros entretien)	167 780	928 469
	665 909	2 217 604
Autres charges ou produits exceptionnels		
- Quote-part de subventions d'investissements rapportée au résultat	0	993 135
- Divers		
	0	993 135
TOTAL	1 869 716	4 034 593

C III - PREUVE D'IMPÔT

Eléments	Exercice	Exercice précédent
Résultat consolidé avant amortissement des écarts d'acquisition et avant impôt	6 755 463	7 191 529
Taux d'IS	25,00%	25,00%
Impôt théorique	1 688 866	1 797 882
Impact sur l'impôt des opérations suivantes		
- Charges non taxables		
- Produits non taxables		
- Décalages permanents		
- Déficits antérieurs non activés utilisés		
- Déficits période non activés		
- Activation déficits antérieurs		
- Crédit d'impôt et carry back		
- CICE		
- Variation taux IS		
	1 152 521	1 244 932
Impôt comptabilisé	2 841 387	3 042 814

D - AUTRES INFORMATIONS

D I - COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	Nombre	Valeur nominale
Nombre d'actions au début de l'exercice	16 715	214 €
Nombre d'actions émises pendant l'exercice		
Nombre d'actions en fin d'exercice	16 715	214 €

D II - EFFECTIF MOYEN DES SALAIRES EMPLOYES PENDANT L'EXERCICE

Catégories	Exercice	dont sous groupe Midi Libre	Exercice précédent	dont sous groupe Midi Libre
Cadres administratifs	264	131	265	132
Cadres techniques	30	12	38	18
Agents techniques de maîtrise	119	59	113	56
Journalistes	431	217	444	229
Employés	209	81	185	89
Ouvriers	162	91	177	104
TOTAL	1 215	590	1 222	628

Dont effectif "1861" 2024 : 35

D III - IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE - ELEMENTS LES LIANT

SAS Société Occitane de Communication - Avenue Jean Baylet - 31100 Toulouse.
Pourcentage détenu au 31/12/2024 : **96,24%**
Les principales opérations avec cette société concernent le versement de redevances d'un montant de 2 255 000 €.

D IV - HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant total des honoraires pour chaque Commissaire aux comptes figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à :
353 529 € - pour la certification des comptes consolidés
40 236 € - au titre des autres services

TABLEAU DE VARIATION

DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

	Capital social	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Capitaux propres à la fin de l'exercice	Intérêts minoritaires
Capitaux propres au 31/12/2022	3 577 010	15 015 465	387 659	18 980 135	108 548
Affectation du résultat 2022		387 659	-387 659	0	
Résultat de l'exercice 2023			3 291 735	3 291 735	10 369
Distribution de dividendes		-103 500		-103 500	
Variation de capital				0	
Variations de périmètre		-7 004		-7 004	3 524
Divers variations*		-528 448		-528 448	
Capitaux propres au 31/12/2023	3 577 010	14 764 171	3 291 735	21 632 917	122 441
Affectation du résultat 2023		3 291 735	-3 291 735	0	
Résultat de l'exercice 2024			3 117 169	3 117 169	-136 885
Distribution de dividendes		-54 000		-54 000	
Variation de capital				0	171 632
Variations de périmètre		-1 000		-1 000	-2 929
Divers variations *		-911 638		-911 638	-2
Capitaux propres au 31/12/2024	3 577 010	17 089 268	3 117 169	23 783 448	154 257

* Reclassement des subventions d'investissements en capitaux propres à la suite de la première application du reglement ANC 2020-01.